

Colombie : vers une victoire prémonitoire pour le glyphosate ?

Rappel Historique

C'est en 1950 que le chimiste suisse [Henri Martin synthétise la molécule du glyphosate](#): *N-phosphonomethyl-glycine* pour le laboratoire pharmaceutique Cilag (Chimical Laboratory AG) qui deviendra Cilag-Janssen puis Johnson&Johnson. Elle ne trouvera pas d'utilité pendant quatorze ans jusqu'à ce que la Stauffer Chimical Compagny dépose un brevet pour son action de chélateur de métal.

Monsanto lui découvre, dès 1964, des vertus d'herbicide non sélectif et systémique, c'est-à-dire qu'il tue toutes les plantes, sans distinction d'espèce et ce jusqu'aux racines. La firme possède l'exclusivité du brevet jusqu'en 2000.

Historiquement, le premier usage d'herbicide sur des cultures vivrières, dans un conflit armé se déroule entre 1952 et 1954 par les forces du Commonwealth, pour mater l'insurrection malaise menée par les partis radicaux de gauche nationaliste.

Ensuite, les États Unis s'engagent dans la guerre du Viêtnam. Dans leur lutte idéologique contre la diffusion de la pensée communiste, ils prennent en charge la poursuite du conflit en soutenant l'armée du Sud Vietnam.

L'accord de Genève de 1954 entérine la partition du Viêtnam le long du 17° parallèle, avec la République Démocratique du Viêtnam au nord, communiste dirigée par Hô Chi Minh, et l'État du sud Vietnam, [État associé de l'Union Française](#).

La tactique Viet-Minh favorisée par l'environnement naturel et qui surprend les Américains, les contraint à adopter le principe de *l'Environmental warfare*, visant à l'influence, la transformation et la destruction de l'environnement du théâtre de guerre afin de reprendre l'avantage tactique.

Ce choix stratégique entraîne l'utilisation massive des pesticides de la famille de l'agent orange de Monsanto dans le but de défolier la jungle.

Pulvérisations de l'agent orange pendant la guerre du Vietnam

*



Les prémices de la lutte anti-drogue en Amérique Latine : Du Mexique à la Colombie

1959 : face à l'augmentation de la consommation de drogues au sur son territoire, les États-Unis engagent des négociations avec le gouvernement mexicain, alors "fournisseur officiel" de la marihuana, qui déboucheront un an plus tard sur un accord de coopération bilatérale. Il vise à

redoubler d'efforts dans la lutte contre le trafic de stupéfiants, et pour ce faire le Mexique bénéficiera d'une assistance technique à bas coût, assurée par l'Oncle Sam. En 1961 débarquent alors sur le territoire mexicain des équipements aériens, terrestres et de l'armement américain afin d'assurer l'éradication des cultures.

Durant huit ans, une politique répressive s'applique sur les terres du Sinaloa mexicain pour lutter contre la culture et le commerce illicites des drogues. En 1969, le président Richard Nixon est élu et fait de la lutte contre l'insécurité galopante, le thème central de sa campagne. Il restructure les services répressifs en fusionnant le BNDD (Bureau des stupéfiants et des drogues dangereuse) avec l'ODALE (le Bureau de la lutte contre l'abus des drogues) ainsi que le service des agences douanières qui deviennent une seule agence : La Drug Enforcement Agency (DEA). Puis il crée le *Groupe Présidentiel Spécial d'Action Contre les Narcotiques, la Marijuana et Stupéfiants*. Dirigé par John Mitchell (1) ministre de la Justice, il réunit en son sein les membres de diverses officines gouvernementales. Le rapport issu du travail du groupe fait alors le lien entre l'augmentation de la criminalité quotidienne et l'usage de drogues, et donne la légitimité pour la mise en place d'une politique répressive contre le trafic de drogue.

A l'aide de ce levier et déjà adepte de l'usage de l'agent orange au Vietnam, le Département d'État des États-Unis initiera alors des négociations avec le Mexique, dans le but de convaincre ses dirigeants de procéder à l'épandage d'herbicides sur les cultures illégales. Elles ne mèneront qu'à une déclaration formelle de volonté coopérative en matière de lutte contre le trafic. Les gouvernants mexicains refusent l'intrusion des Américains dans leur politique.

Un second levier de pression est alors mis en place : Le durcissement des conditions d'entrée sur le territoire de la part des États-Unis d'Amérique, l'Opération Interception.

Elle consiste en une surveillance étroite de la frontière, des contrôles systématiques de véhicules et des passagers sur tous les points d'entrée et de sortie du territoire. Les ressortissants mexicains subissent des contraintes quotidiennes permanentes. Les représentants du pays s'en plaindront à l'ONU.

Les résultats controversés de la lutte antidrogue

De fortes retombées sur l'économie mexicaine mais aussi américaine, et un fort ressenti s'assimilant à de la discrimination. Cette pression de la zone concernée force le Mexique à mettre en place une tactique pour soulager l'étreinte américaine. Elle viendra sous la forme de résultats positifs dans sa lutte contre la production de drogue. Ainsi l'État mexicain cède sans perdre la face et demande de nouvelles discussions diplomatiques.

Le 30 octobre 1969 naît une nouvelle dynamique collaborative dans un partenariat opérationnel entre forces de sécurité. Nonobstant une lettre d'excuses rédigée le 18 novembre 1969 par le Président R. Nixon, à destination du président mexicain Gustavo DIAZ ORDAZ, pour la gêne occasionnée par l'*Opération Interception* envers les ressortissants mexicains.

L'*Opération Coopération* succède à l'*Opération Interception* en 1970 : Grâce à leur pression, les États-Unis d'Amérique parviennent à projeter leurs propres moyens humains (DEA) et matériels (interceptions techniques, surveillances aériennes), sur le territoire mexicain.

Cependant, devant l'augmentation constante de consommateurs et l'absence de résultats visibles pour son électorat dans les rues des villes américaines, R. Nixon insatisfait, crée une nouvelle [Commission Nationale sur la Marijuana et l'Abus de Drogues](#), aussi appelé *Commission Shafer* du nom du gouverneur qui en prend la tête. Cette dernière ne suivra pas les intentions manipulatrices du Président des États Unis qui s'offusque quant aux conclusions de la commission. Déçu par la commission qui privilégie une nouvelle approche au regard de l'échec de la politique répressive, il persévère dans une vision court-termiste de confrontation guerrière directe, qui durera, jusqu'à sa démission à la suite de l'affaire du Watergate.

Durant cette période émergent deux phénomènes qui expliquent l'absence de réduction de consommation :

- La guerre du Viêt Nam a permis l'accès à la marijuana et l'opium aux soldats américains qui rentrent dans leurs foyers avec une nouvelle addiction qu'ils doivent satisfaire.
- La naissance du mouvement hippie et des pratiques dites de contreculture en recourant notamment à l'usage des drogues douces puis éventuellement dures.

L'émergence de narco- Etats

Malgré les efforts de participation économique et matériel, le Mexique poursuit sa route comme narco-État de 1970 à 1975 où se tenait lieu une réunion secrète entre le Procureur Général de la République (Minjust) Pedro OJEDA PAULLADA et les gouverneurs des États du Sinaloa, Durango et Chihuahua. Ils cèdent face aux Américains et décident alors d'utiliser l'épandage d'herbicides afin d'accélérer la destruction des champs de pavot et de Marihuana. Nommée *Opération Condor*, elle visait l'aspersion de Paraquat et de Glyphosate.

En 1978, la loi 95-34 [adoptée par le Congrès américain le 25 septembre](#), introduit l'utilisation d'herbicides pour la destruction des cultures à l'intérieur de leurs frontières. L'herbicide peut être utilisé dès lors qu'il est mélangé à un élément externe visible permettant l'identification du traitement de la plante, le but est d'aviser le consommateur de la contamination du produit.

La côte caraïbe de la Colombie n'est pas épargnée. La période 1970-1980 est connue comme la "*Bonanza Marimbera*" : la prospérité "*Marimbera*" qui vient de "*marimba*" argot local désignant la marihuana. Dans les contreforts de la Sierra Nevada colombienne, se cultivent plusieurs espèces de cannabis sativa qui plaît beaucoup aux jeunes du programme américain [Peace Corps](#), créé en 1961 par JFK promouvant la paix et l'autosuffisance des pays du tiers monde. Ils participeront à la notoriété de la marihuana colombienne aux États-Unis. En 1978, [19 000 hectares de marihuana étaient cultivés](#) pour un total de 9 500 tonnes d'herbe.

Le fournisseur "historique" mexicain souffrant de la répression américaine, il apparaît une nouvelle route par les caraïbes jusqu'en Floride au départ de la Colombie. Cette opportunité permettra, à travers un mécanisme de blanchiment, que 722 millions de dollars soient injectés dans l'économie colombienne. Les départements du nord de la Colombie connaissent une ère d'abondance qui prendra fin en 1978. Date à laquelle le Président colombien Julio Cesar TURBAY, dans sa coopération avec les États-Unis, demande à ce qu'il soit mis un terme à l'acheminement de la marihuana vers les États-Unis d'Amérique. *L'Opération Fulminante* est lancée : 10.000 soldats se rendent sur les lieux aidés par des moyens aériens. Il s'agit du premier usage officiel d'herbicide sous la forme du Paraquat, dans la lutte anti-narcotique en Colombie et devient un outil essentiel dans l'éradication des plantations. [Cette opération est l'occasion de tester différentes variétés de pesticides](#) comme l'acide 2,4-D (Agent Orange), le Tebuthiuron, Hexazinone, 2'4'5'7-T, Garlon-4.

Finalement, sous le gouvernement [Belisario BETANCOURT de 1984](#), le Roundup remporte la mise et sera utilisé de 1984 à 1990 sous la formule Roundup Ultra + POEA (Tensioactif) + CosmoFlux. Dès 1990 la formule Roundup-SL associée à d'autres produits de la compagnie Monsanto mélangés au tensioactif Cosmo-Flux 411-F de l'entreprise colombienne CosmoAgro, remplaceront la première formule.

De la répression à prévention

En mars 2015 l'[OMS classait le glyphosate comme potentiellement cancérigène](#), à travers le recoupement d'études basées sur l'observation chez l'homme utilisant des versions diluées de type Roundup, ainsi que sur les animaux. Les déclarations de cancer sur des humains, principalement des agriculteurs et les tests pratiqués directement sur des animaux en laboratoire, révélaient des preuves suffisantes en lien avec l'apparition de cancer due à l'utilisation des formes diluées du glyphosate, de même qu'une génotoxicité de la forme pure du glyphosate sur le système vivant.

[The Lancet Oncology](#) publiait les résultats des travaux du groupe de chercheurs indépendants, réunis sous la bannière de du Centre International de Recherche sur le Cancer (IARC-OMS), qui concluent à la nocivité du glyphosate en le classant dans sa deuxième catégorie de produit cancérigène, le groupe 2A.

LES 5 CATÉGORIES DU CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LE CANCER (CIRC)	
Groupe 1	L'agent (ou le mélange) est cancérigène pour l'homme.
Groupe 2A	L'agent (ou le mélange) est probablement cancérigène pour l'homme.
Groupe 2B	L'agent (ou le mélange) est un cancérigène possible pour l'homme.
Groupe 3	L'agent (ou le mélange) ne peut être classé du point de vue de sa cancérigénicité pour l'homme.
Groupe 4	L'agent (ou le mélange) est probablement non cancérigène pour l'homme. Ce groupe ne contient qu'une seule substance.

Concomitamment, le 09 mai 2015, dans le cadre des négociations de l'accord de paix avec les guérilleros des FARC-EP, le Président colombien Juan Manuel SANTOS ordonne l'arrêt de l'épandage du glyphosate pour l'éradication des plants de coca. Il souhaite concentrer l'effort national sur l'arrachage manuel, favoriser la substitution des plantes illégales par une agriculture légale. La décision du Président sera, pour ses opposants, le motif de l'augmentation des surfaces de culture illicite sur les 3 prochaines années.

[L'accord de paix de la Havane](#) signé le 26 septembre 2016 entre le gouvernement colombien et la guérilla, prévoit des actions pour accompagner les agriculteurs dans une démarche de production de culture alternative, pour favoriser le développement économique et social des terres isolées et trop longtemps restées hors de portée des politiques économiques et sécuritaires nationales.

Cet accord vise également à donner une existence politique visible lors du dépôt des armes, aux *Force Armée Révolutionnaires de Colombie-Armée du Peuple* (FARC-EP), qui devient le parti politique *Force Alternative Révolutionnaires Communes* (Farc). Puis le parti transforme son nom en *Parti des Communs* (*Partido Comunes*), en vue de l'échéance présidentielle de 2022.

Néanmoins, il semble que l'épandage continue, puisqu'après sa suspension [les habitants de la municipalité de Novita, département du Choco](#), déposent un recours appelant à la sauvegarde de leur droit à la santé et à la protection de l'environnement.

Ils demandent la suspension des pulvérisations de glyphosate sur leur territoire ainsi que la réparation des dommages causés aux personnes et à leurs récoltes légales.

Cette action, d'abord déboutée en première instance, puis validée en seconde, débouchera sur une commission de la Cour Constitutionnelle de la République où s'affronteront l'ancien et le nouveau Président de la République.

Le calendrier fait coïncider le projet de reprise d'éradication des plants à l'aide de pesticide voulu par le Président actuel Yvan DUQUE et le déroulement d'une commission pour la requête en justice déposée en 2015. En effet, le 07/05/2019, confronté à la Cour Constitutionnelle dans le cadre d'audiences publiques et diffusées en direct, [l'ancien président de la république de Colombie](#) Juan Manuel SANTOS, défend le bilan de son mandat dans le cadre de la lutte contre la prolifération des champs illégaux, reprenant les termes de l'Accord de Paix de la Havane engageant la Colombie.

Il estime contradictoire l'exigence faite à son pays par les Etats-Unis d'Amérique de réduire la surface cultivée sans pour autant financer la seule alternative efficace de l'accompagnement des

familles dans des cultures de substitutions, par l'argument que la loi interdit le financement à destination d'un groupe terroriste.

Selon lui, cette attitude discrédite les efforts fournis tant par son gouvernement que le peuple colombien à travers les 99 000 familles, dans 14 départements, s'étant engagées dans le programme de substitutions volontaires. Justifiant sa solution de proposer des alternatives de production aux paysans "cocaleros" et non pas de les empoisonner ou les jeter en prison.

La fin du conflit armé a rendu possible l'accompagnement des cultivateurs dans une reconversion d'exploitation légale.

Une légitimité juridique préexistante comme levier cognitif

Dans les années 80 la Colombie poursuit sa modernisation économique. Des troubles sociaux agitent le pays depuis plus d'une vingtaine d'années, générant l'apparition de mouvements subversifs armés.

Les grands propriétaires terriens décident de s'armer face aux actions mafieuses des groupes révolutionnaires. Ils se réunissent en communautés locales paramilitaires dont la plus connue et la plus sanglante les *Autodéfenses Paysannes du Cordoba et de l'Uraba*, dirigée par les frères Carlos, Fidel et Vicente Castaño donne naissance aux *Autodéfenses Unies de Colombie (AUC)*.

Parfois alliées, parfois adversaires des Cartels, elles participent du chaos sécuritaire dans lequel plonge le pays, ce qui encourage l'essor d'une corruption devenue systémique et permet la fortification des activités criminelles en lien avec le trafic de drogue. L'arrivée de Pablo Emilio ESCOBAR GAVIRIA au sein du parlement illustre le lien entre la politique et la criminalité organisée. Au regard de l'expansion du modèle économique du narcotrafic, la Colombie est encouragée par les États-Unis pour une répression plus sévère et pourvoit moyens humains, matériels et fonds.

En février 1992, après trois ans d'efforts soutenus de l'armée, l'utilisation des fonds pour la lutte contre le narcotrafic étant dévoyés pour la lutte contre les groupes subversifs, [les États-Unis et la Colombie conviennent de réduire le niveau de participation de l'armée colombienne](#) à la guerre contre des groupes terroristes et de réaffecter quelque 75 millions de dollars en aide à la police nationale colombienne.

En 1999, le Président colombien Andres PASTRANA signe un accord bilatéral avec les USA de Bill CLINTON visant à renforcer la coopération des deux pays dans la lutte contre les stupéfiants sur le territoire colombien. C'est la naissance du *Plan Colombia*.

Présenté par les gouvernants comme un plan de développement économique, il se révèle être une stratégie politico-militaire légitimant l'activité militaire américaine sur le territoire colombien. Sur la base légale de [la résolution 1065 du Ministère de l'environnement](#) ordonnant la mise en place d'un Plan de gestion de l'environnement (Plan de Manejo Ambiental), le [Conseil National des Stupéfiants](#) crée le Programme d'éradication des cultures illicites par pulvérisation aérienne de glyphosate (PECIG) qui autorise l'entreprise [Dyncorp International](#), société militaire privée et sous-traitante pour les États-Unis d'Amérique depuis 50 ans, à procéder aux opérations aériennes d'épandage du glyphosate.

Les normes autorisant le PECIG sont principalement :

- [La loi 30 de 1986](#) établissant les grands principes d'interdiction des stupéfiants et la régulation de la culture par les peuples indigènes
- [La loi 99 de 1993](#) portant création du ministère de l'environnement
- [Le décret 1753/94](#) modifiant la loi 99 justifiant les atteintes à l'environnement par l'article 2 qui stipule : "la licence est l'autorisation attribuée par l'autorité environnementale compétente...à une personne, pour l'exécution d'un projet, d'un chantier ou activité qui conformément à la loi et aux règlements, peut détériorer gravement les ressources naturelles ou à l'environnement ou introduire des modifications importantes au paysage...".

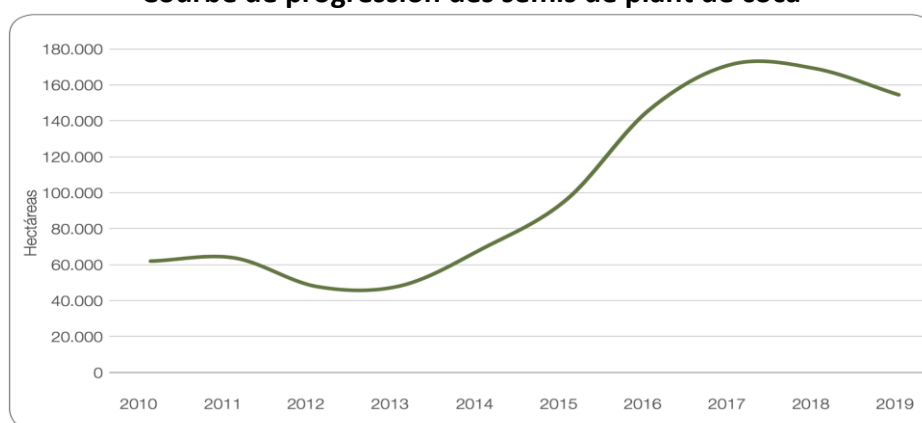
Le plan Colombie est financé au travers d'outils législatifs américains, activés par différentes administrations tels que INCLE : International Narcotics Control and Law Enforcement, [Section 1004 Counterdrug](#), le Foreign Military Financing qui présente un budget de 6 milliards US\$, est un programme pour l'achat d'armes et d'équipements américains.

Les plans Colombie se succéderont au sein des différentes administrations américaines et colombiennes, puis prendra l'habit d'un programme de paix dénommé Paz Colombia à la signature du traité de paix avec les FARC-EP.

Second levier cognitif : L'augmentation des surfaces de culture

Dans son [rapport de surveillance des territoires affectés par les cultures illicites](#) en 2019, daté de juillet 2020, l'ONUDC affirme que la surface totale semée de plants de coca s'élève à 154 000 hectares. Présentant une réduction de 6% par rapport à l'année 2018.

Courbe de progression des semis de plant de coca



Avec 1,143 millions de Km² (644 000 km² pour la France), 3 cordillères présentant des sommets à plus de 4000 mètres d'altitude, les organisations narco-trafiquantes profitent de la géographie du pays pour se dissimuler dans la complexité qu'offre l'environnement. Cette augmentation de production encourage le gouvernement actuel à remettre en cause la suspension de l'utilisation du glyphosate comme arme biologique d'éradication dans sa lutte contre le narcotrafic.

Cette décision du gouvernement en place inquiète également les instances supra-nationales : le 17 décembre 2020, le Haut Commissaire pour les Droits de l'Homme (HCDH) rédige à l'intention du gouvernement de Colombie, [une procédure spéciale sollicitant la non-réactivation du PECIG](#) au regard, du non respect des droits de l'Homme, des risques encourus par la population, dont les enfants, le non-respect de l'accord de Paix de 2016 visant le respect des décisions des communautés autochtones.

La vice-ministre chargée des affaires multilatérales Madame Beatriz BALBIN [émet une décision défavorable à cette demande](#) :

"Au nom du Gouvernement colombien, je me vois dans l'obligation de rejeter l'appel urgent lancé par les procédures spéciales, étant donné qu'il ne satisfait pas aux exigences du code de conduite régissant l'exercice de leur mandat". Selon elle, cette requête n'est pas formulée en conformité avec les obligations prévues pour la rédaction d'une telle demande. Ces procédures spéciales ne sont applicables que si les violations observées nécessitent des mesures urgentes en raison de pertes en vies humaines, de situations mettant en danger la vie, ou de dommages imminents ou continus très graves pour la population.

Face à la Commission de la Cour constitutionnelle, [le Président Ivan DUQUE insiste sur les fléaux "satellites" du trafic de drogue](#) : "le déplacement" des populations locales contraintes de fuir leurs terres sous la menace de représailles s'ils ne participent pas à la culture, les assassinats de représentants locaux, qu'ils soient syndicalistes agricoles, défenseurs des minorités ethniques.

En effet, selon [le rapport annuel 2020 de la Haute Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme](#) évoque les assassinats contre les représentants des conseils d'action communautaire (juntas de acción comunal) dans les zones rurales.

Ces meurtres ont principalement comme origine des désaccords avec les groupes armés (bandes criminelles, dissidents FARC, autres guérillas), sur fond de revendication des terres devant servir aux cultures illicites. D'autre part, il y est fait mention de la Fondation pour la Liberté de la Presse qui dénombre 468 menaces ou attaques sur des journalistes dénonçant ces actions.

En outre, le Président Ivan DUQUE fait un parallèle entre les produits phyto et les quantités de produits chimiques rejetés dans la nature et nécessaires à la fabrication du chlorhydrate de cocaïne, produit fini consommable. Il démontre que les laboratoires clandestins de transformation installés dans des zones sauvages, polluent leur environnement direct, car pour obtenir 1379 tonnes de chlorhydrate, ils déversent sauvagement 70 000 tonnes de ciment, 463 millions de litres d'essence, 2 millions de litres d'acide sulfurique, 8 millions de litres de solvants, 344 millions de litres d'acide sulfurique et 500 kilos de permanganate de potassium.

Il s'appuie sur les chiffres obtenus depuis l'extrapolation du rendement d'un hectare de plants de coca constaté à partir de l'observation de la surface cultivée.

Produits chimiques nécessaires à la transformation d'un kilo de chlorhydrate de cocaïne



La solution de l'arrachage manuel est également décriée : Étant la moins préjudiciable pour l'environnement, elle reste toutefois difficile à exécuter. Outre la nécessité d'un nombre élevé d'effectifs des forces de l'ordre, l'accès aux terres cultivées reste un défi logistique. Les zones à traiter détectées par survol sont difficilement localisables au sol, puis une fois cette étape franchie, le déplacement des agents est rendu difficile.

Les autorités privilégient l'effet de surprise afin de procéder à des arrestations. Se présente alors la difficulté majeure : l'affrontement. S'agissant de zones exploitées par la criminalité organisée, la protection des cultures par des groupes armés expose les moyens matériels et humains. Ces

rapports de forces directs engendrent des pertes humaines conséquentes pour un résultat souvent décevant.

Nicolas Cerdan

Note

(1) John Newton Mitchell : avocat, partenaire professionnel de R. Nixon, directeur de campagne de celui-ci puis ministre de la Justice. Mis en cause dans les affaires des Pentagon's papers et du Watergate pour laquelle il purgera 19 mois de prison. Il reste, à ce jour, l'unique Procureur Général des Etats-Unis d'Amérique à avoir été emprisonné.

Auteur de la phrase : "You will be better advised to watch what we do instead of what you say".